

# \*anti intox



SUPPLEMENT ORLEANAIS A POLITIQUE HEBDO

## SOMMAIRE

N° 39 - DECEMBRE 1975

	pages
Repression dans l'armée .....	2
St. Gobain .....	2 et 3
Comité de Soutien à Papinsky .....	4 et 5
Ecole d'éducateurs .....	6 et 7
Les fascistes hors du campus .....	8 et 9
Publicité pour la revue " EMEUTE " .....	9
Syndicat de consommateurs .....	10
Refus de l'impôt .....	11 - 12
Ouvrons le débat .....	13 et 14
Rencontre .....	14
Sionisme et Racisme .....	15 - 16
A propos Election miss Orléans .....	17 - 18

## ANTI - INTOX

Directeur: P. NOIROT - supplément local à Politique Hebdo

Adresse " SOUTIEN ANTI-INTOX " B.P. 17

45380 LA CHAPELLE ST MESMIN

C.C.P. " SOUTIEN ANTI-INTOX n° 1702 LA SOURCE

1702-59

RENEOTE PAR NOS SOINS

ENEZ PARTICIPER à l'élaboration du journal (discussion des articles) du numéro à paraître, critique du numéro précédent ...) en assistant à la réunion du 1er mardi du mois.

LA PROCHAINE REUNION AURA LIEU LE: MARDI 6 JANVIER 1976 à 20 H 45

à la M.J.C. St. Marceau, 2 Rue des Tulipes ORLEANS

AMENEZ VOS ARTICLES.



LA REPRESSION DANS L'ARMEE :

HISTOIRE D'ERIC POUARD

Eric Pouard, militant CFDT à Condé-sur-Noireau, est incorporé à la Base Aérienne 123 de Bricy-Orléans en août 1975.

Le mercredi qui suit l'assassinat des 5 militants basques, il reçoit à la caserne une convocation des gendarmes de sa commune; il s'y rend le samedi 25, où on lui demande de signer une déclaration reconnaissant qu'il a participé à un bombage sur les murs de sa commune contre la dictature franquiste et ses crimes.

Ceci sur la base d'une déclaration du copain avec qui il aurait fait les bombages.

Eric refuse toute déclaration, toute signature et à plus forte raison de verser les 110 F. que demande le Maire pour les dégâts et laisser tomber l'"affaire"...

Le lundi 27 octobre, il est convoqué chez le Lt-Colonel qui lui demande la même chose que les gendarmes; Eric maintient ses déclarations.

Mercredi 29, rebelote devant le Lt-Colonel, le Commandant et le Capitaine, avec des menaces de punition et de suppression de perm...

Ainsi, ce camarade est puni par l'armée (pour un motif non encore connu) pour une action, qui ne concerne pas l'armée, et qui a eu lieu en dehors des enceintes militaires, et à laquelle il n'est pas prouvé qu'il ait participé.

Il faut dénoncer cette répression pour le moins arbitraire et apporter soutien à Eric, par tous les moyens jugés efficaces.

=====

LES TRAVAILLEURS DE ST. GOBAIN EN LUTTE POUR LEUR DIGNITE

En juin dernier les patrons ont mis en place le chômage partiel unilatéralement sur la société S.G.I. (St Gobain Industries).

But: travailler moins de temps, essayer de maintenir les productions en augmentant la charge de travail.

Aveu de la Direction générale au Comité central d'entreprise de Mai: "La situation actuelle exige que nous fassions des économies, notamment sur la masse salariale. Agissons dans la solidarité".

Cette solidarité n'était que tactique puisque les usines très rentables sont retournées rapidement à 40 heures.

Malgré une prise de conscience progressive de la part des travailleurs on a senti dès la rentrée que ceux-ci réagissait contre le chômage. Au service "Entretien-fabrication" par exemple, les dépannages avaient lieu à toute heure du jour et de la nuit.

.../...



Les travailleurs de ce secteur ont estimé, qu'en situation anormale, ils n'avaient plus à effectuer de travail supplémentaire.

Les agents de l'équipe de "Changement de fabrication" ont dû se défendre contre la tentative de la Direction de remettre en cause les acquis. Le mardi 25, au service "Fabrication", l'encadrement a voulu faire effectuer des travaux aux agents assurant la sécurité. Les opérations demandées n'entrant pas dans le cadre de la sécurité, ces travailleurs ont refusé catégoriquement d'exécuter les ordres donnés. Ils se virent gratifier d'un avertissement pour refus d'obéissance. Les équipes successives de fabrication (4 x 8) n'ont pas voulu reprendre le travail tant que les sanctions ne seraient pas levées.

Deux jours plus tard, la Direction informait les organisations syndicales de son intention de lock-outer le personnel en aval de la fabrication (Visite-Conditionnement) n'ayant plus de travail pour cette catégorie.

Le 27, les travailleurs réunis en assemblée générale à 14 H. décidèrent de se mettre en grève de 24 heures reconductible avec occupation des locaux, malgré la manœuvre patronale de démobilisation: annonce du retour aux 40 heures pour une période de trois mois.

Des rencontres ont eu lieu par l'entremise de l'inspecteur du travail et au siège de Neuilly avec le P.D.G. La situation reste inchangée: les patrons acceptent de perdre 50 millions d' A.F. par jour mais se refusent à la remise en cause de leur autorité !

*Section CFDT - St Gobain*

**REPONSE AU COMMUNIQUE CDR PARU LE 4/A2 DANS LA REPUBLIQUE DU CENTRE.**

Nous ne voulons pas engager ici une polémique stérile qui n'apporterait rien au règlement du conflit de la Chapelle, notre souci étant bien sûr d'arriver à une solution positive et sérieuse.

Mais nous ne pouvons laisser plus longtemps les CDR calomnier délibérément les travailleurs conscients et responsables de leur lutte. Nous ne pouvons pas davantage laisser accuser les organisations syndicales de tous les maux!.

Les travailleurs grévistes ont compris qu'au travers de ce combat, c'est leur dignité d'hommes qu'ils défendent. Si le sens profond de ce mot ne semble pas signifier grand chose pour certains, ces travailleurs en ont compris toute la portée.

- Nous ne savions pas que les conditions de travail étaient parmi les meilleures de la région.
- Nous ne savions pas que les sanctions étaient justifiées et modérées.
- Pas plus que nous ne savions que la Direction manquait de fermeté et que l'intervention de la force publique était indispensable !

Mais nous savons que vous êtes une organisation fasciste. Nous ne sommes pas des "Termites rouges" mais des responsables ayant choisi depuis longtemps leur cap: celui des travailleurs voulant être des hommes et des femmes à part entière non exploités, non soumis.

La section CFDT St. Gobain de la Chapelle St Mesmin.

CE TEXTE, TRANSMIS A LA REPUBLIQUE DU CENTRE LE VENDREDI 5 APRES-MIDI, N'EST PAS ENCORE PARU A L'HEURE OU NOUS ARRETONS LA COMPOSITION D'ANTI-INTOX. ....



LE COMITE DE SOUTIEN DU LOIRET EXIGE

LA REINTEGRATION DE PAPINSKI COMME ENSEIGNANT TITULAIRE

Jacques PAPINSKI a commencé une grève de la faim à HOMECOURT (Meurthe et Moselle) le 19 novembre afin d'obtenir sa réintégration comme titulaire dans l'Education Nationale.

Ceci est l'aboutissement d'une longue suite d'actions contre les conséquences d'un rapport d'inspection:

- En mai 1966, PAPINSKI, enseignant les Lettres et l'Anglais dans un C.E.G. est inspecté par un inspecteur non angliciste !  
Un rapport défavorable lui vaut d'être déplacé et reversé dans le Primaire;
- En novembre 1966, il est éliminé à l'oral du C.A.P. C.E.G. avec 5/20 alors qu'il parle couramment la langue. Il écrira par la suite que le jury a été suborné par le même inspecteur;
- De 1966 à 1973, il va tenter tous les recours jusqu'au Conseil d'Etat qui rejettera sa plainte pour forclusion;
- En mai 1974, il publie un violent pamphlet contre l'inspection; ce qui lui vaut d'être suspendu, puis révoqué, puis interdit d'enseignement à vie;
- En décembre 1974, le Conseil Supérieur de l'Education lève ces sanctions, mais le Ministère ne propose à PAPINSKI que des postes d'auxiliaire.

Soutenu par les parents d'élèves, par des enseignants du SGEN-CFDT et de l'Ecole Emancipée, organisés à Homécourt en comité de soutien, IL EXIGE SA REINTEGRATION COME TITULAIRE.

Dans le Loiret, la pétition suivante a déjà été signée par une cinquantaine d'enseignants titulaires, syndiqués à la REN, au SGEN-CFDT, ou non-syndiqués.

Nous dénonçons toutes les formes d'inspection et de contrôle que nous subissons dans notre pratique quotidienne. Sous couvert de justifications pédagogiques, elles ont pour fonction l'établissement d'un pouvoir absolu:

- 1 - Qui organise la division parmi les enseignants (promotion, notation)
- 2 - Qui reproduit dans l'école la hiérarchie sociale: autorité et arbitraire sur les professeurs garant de l'autorité des professeurs sur les élèves.
- 3 - Qui contribue à perpétuer l'infantilisation des enseignants: crainte du jugement du supérieur hiérarchique, attente constante de la surveillance

.../...



- 4 - Qui tente à imposer une certaine façon d'enseigner. Ce modèle à respecter étant d'autant plus contraignant qu'il est vague et varie suivant l'humeur de l'inspecteur, sans jamais s'écarter du conformisme le plus plat.

Il est des cas où l'inspection passe de l'intimidation à la répression directe, éloignement en utilisant les barèmes de notation .... ou en les violant, déplacement d'office, révocation temporaire, révocation définitive.

Notre camarade PAPINSKI a été révoqué pour avoir osé s'élever contre l'inspection.

Solidaire de son combat, nous exigeons la levée de toutes les sanctions et sa réintégration dans un poste d'enseignant titulaire.

Jacques PAPINSKI a commencé le 19 novembre une grève de la faim pour obtenir sa réintégration. Pendant toute la durée de cette grève de la faim, nous refusons d'être inspectés.

o o o o o

Cette pétition a été transmise au rectorat, à l'inspection académique, aux syndicats concernés, et à la presse locale dont nous saluons une nouvelle fois la fonction d'enseigner ...

Nous demandons à tous ceux qui contestent les fonctions de l'inspection, à tous ceux qui protestent contre l'autoritarisme et la répression dans l'Education Nationale (et ailleurs ...) de prendre les responsabilités, de signer la pétition du comité de soutien (affichée aux Temps Modernes) et de réclamer, à tous les niveaux, la réintégration de Jacques PAPINSKI.

En songeant, peut-être aussi, que depuis le 19 Novembre, le temps commence à devenir long ....

-X-X-X-X-X-X-X-X-X-X-

Bulletin à renvoyer si vous désirez recevoir ANTI-INTOX

Nom:

Prénom:

Adresse:

Lieu de travail:

Désire recevoir Anti-Intox

Accepte de donner des informations sur le ou les thèmes suivants:

Pour ceux qui le reçoivent par le courrier, participation aux frais: 10 F

-X-X-X-X-X-X-X-X-X-X-

Notes de la page 7 :

E.R.E.S. : Ecole Régionale d'Educateurs Spécialisés

C.R.E.A.I. : Centre Régionale pour l'Enfance et l'Adolescence  
Inadaptée.

D.D.A.S.S.: Direction Départementale de l'Action Sanitaire  
et sociale

D.R.A.S.S. : Direction Régionale de l'Action Sanitaire et Sociale



-----  
LES RAISONS DE LA GREVE A L'ECOLE D'EDUCATEURS  
D'OLIVET  
-----

LUTTE DANS LE SECTEUR SOCIAL

Les travailleurs sociaux (infirmières, assistants sociaux, éducateurs, infirmiers psychiatriques ...) se mobilisent sur leurs conditions de formation.

34 écoles en France forment des éducateurs spécialisés, c'est une des catégories de travailleurs sociaux qui interviennent plus précisément auprès d'enfants inadaptés. L'éducateur est tenu de suivre une formation après avoir travaillé au moins un an dans l'enfance inadaptée. Cette formation s'étale sur trois ans, pendant ce temps l'éducateur n'est ni étudiant ni salarié et pourtant il doit effectuer 15 mois de stage dans des établissements de l'enfance inadaptée: il n'a qu'un statut batard.

Depuis plusieurs années, les travailleurs sociaux revendiquent des conditions de formation satisfaisantes auprès de pouvoirs publics. Depuis 2 ans la mobilisation s'organise autour du statut de travailleur social en formation:

- S.M.I.C. au minimum sans engagement de servir
- Droit syndical sur les terrains de stage et à l'école.
- Véritable formation excluant la suppléance sur des postes budgétaires vacants.
- Garanties concernant les congés de maladies et de maternité avec maintien du salaire et non rattrapage du temps de formation manqué.
- Garantie de l'emploi en fin de formation au niveau acquis.

CONDITIONS DE FORMATION DECADENTES A L'E.R.E.S. D'OLIVET

Les 34 travailleurs sociaux en première année de formation à l'école disposent en tout et pour tout, pour assurer leur formation des aides financières suivantes:

- 5 bourses de promotion sociale. Pour obtenir ces bourses il faut justifier de trois<sup>ans</sup> de travail et être âgé de plus de 21 ans (conditions auxquelles répondent très peu de travailleurs en formation) Un quota de 7 bourses est attribué pour la région d'Orléans.
- Quelques bourses de misère attribuées par l'Etat.
  - \* 3/ bourses entières de 480 F par mois
  - \* 3/ 3/4 de bourses de 360 F par mois
  - \* 5/ 1/2 bourses de 245 F par mois
  - \* 1/ 1/4 de bourse de 120 F par mois
- Quelques contrats avec des établissements prioritaires (déficitaires en personnel) "généreusement" fournis par les employeurs et l'Etat. Ces contrats lient les mains du signataire pendant 8 ans (3 ans de formation + 5 ans dans l'Etablissement désigné)  
Seuls deux élèves de première année ont signé ce contrat.

LA MOBILISATION S'ORGANISE

Depuis la rentrée, des initiatives ont été prises par les éducateurs de 1<sup>re</sup> année pour faire connaître leur mécontentement.

- De nombreux communiqués de presse dans les journaux locaux.
- Distribution de tracts dans la ville fin Septembre.

.../...



- Dépôt de motions par la C.G.T. et la C.F.D.T de l'E.R.E.S. à la Prefecture, au C.R.E.A.I. (organisme gestionnaire de l'E.R.E.S.) à la D.D.A.S.S. le 23/09/75
- Demandes d'avances pour les 1<sup>re</sup> année au C.R.E.A.I.
- Manifestation à la D.D.A.S.S. le 31 Octobre et dépôt de la plate-forme revendicative élaborée par les différentes écoles du secteur sanitaire et social d'Orléans, pendant la commission d'attribution des bourses d'état.
- Entretien d'une délégation avec le directeur régional de l'action sanitaire et sociale le 14 Novembre et le 22 de ce même mois.
- Rencontre avec le président du C.R.E.A.I. le 17/11/75
- Réunion d'information auprès des équipes éducatives dans les établissements.
- Distribution de tracts aux professionnels.

Depuis 2 mois et demi; les démarches effectuées n'ont apporté aucune réponse satisfaisantes aux problèmes des éducateurs. Par leur silence et leur refus de prendre leurs responsabilités, les pouvoirs publics et le patronat, portent l'entière responsabilité du durcissement de l'action.

Mercredi 26 Novembre, à 11 heures 30, une soixantaine d'éducateurs envahissent les locaux du C.R.E.A.I. rejoints par des professionnels du secteur social. Par l'intermédiaire de la section C.F.D.T. de l'E.R.E.S. et des instances locales C.F.D.T. l'information a circulé très rapidement et la solidarité inter-professionnelle s'est organisée.

A 17 heures 30 les forces de l'ordre sont intervenues et font évacuer les locaux après plusieurs instances.

C'est la seule réponse de l'employeur aux revendications avancées par les occupants:

- 1000 F d'avance pour tous et tout de suite, renouvelables pour ceux qui en font la demande.
- Réunion du conseil d'administration du C.R.E.A.I. et des syndicats d'employeurs, pour obtenir des pouvoirs publics l'ouverture de négociations sur le statut de travailleur social.
- Indemnisation du chômage technique pour le personnel du C.R.E.A.I.

Le Prefet, qui avait promi une entrevue avec une délégation d'éducateurs à condition que cesse l'occupation des locaux, refuse maintenant de nous recevoir ( 2 jours après la fin de l'occupation) sous des prétextes fallacieux.

Depuis 2 mois et demi, les éducateurs d'OLIVET sont mobilisés et entendent montrer leur détermination, ils continueront leur lutte jusqu'à l'obtention de leurs revendications.

La mobilisation au niveau professionnel se précise. Les équipes éducatives d'une quinzaine d'établissements nous ont fait parvenir des motions de soutien, approuvant ainsi les revendications des éducateurs en formation. De plus, le syndicat départemental; branche enfance inadaptée, a envoyé en recommandé, le Mardi 2 Décembre 1975 une motion de soutien et ce aux D.D.A.S.S., D.R.A.S.S., C.R.E.A.I., et aux syndicats d'employeurs. Cette motion demande une ouverture de négociations entre les représentants des employeurs publics et privés, le président du C.R.E.A.I. et les syndicats de salariés. Cette motion exige une réponse avant le 8/12/75 et fixe la date des négociations au Mercredi 10/12/75 au plus tard.

Les professionnels appelleraient à une grève du secteur le Jeudi 11 Décembre en vue de soutenir les revendications des travailleurs sociaux, si l'ouverture de négociations est refusée à la date prévue.

Envoyez votre soutien moral et financier à

Section CFDT de l'E.R.E.S. d'Olivet  
20,32 Rue du Général de Gaulle  
45160 OLIVET



## LES FASCISTES HORS DU CAMPUS

-----

Mardi 18, vers 23 H. un commando de 5 nervis fascistes, armés et entraînés, est venu sur le campus tenter d'intimider les étudiants, pratiquant aussi l'attaque individuelle et lacérant les affiches des organisations démocratiques. Avec toutes leurs organisations unies, les étudiants ont chassé ce groupe du campus, faisant respecter les libertés démocratiques.

L'ensemble des étudiants et des organisations signataires passent un contrat de défense des libertés démocratiques pour empêcher la venue sur le campus de tout élément fasciste, pour éliminer, la vermine fasciste des facultés.

Ont signé: TOUTES LES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES DU CAMPUS.

-----

### DES FASCISTES SUR LE CAMPUS ...

#### LES FLICS PAR DERRIERE ....

La banalisation du Campus est une vieille idée du pouvoir, les événements de Mai 68 ayant montré quels avantages pouvaient tirer les étudiants des franchises universitaires. En effet, d'après une loi remontant au Moyen-Age, les forces de l'ordre ne peuvent entrer sur le Campus qu'avec une demande du Président de l'Université. Devant l'attachement des étudiants au respect du principe de ces franchises, le pouvoir ne put vraiment les remettre en question. Pourtant depuis deux ans, profitant d'une apparente dépolitisation des étudiants, il apparut que le moment était venu d'imposer la banalisation. Déjà Soisson en a explicitement parlé lors de sa venue à Orléans, prétextant la nécessité d'une "ouverture" du Campus sur le monde extérieur.

En fait que recouvre cette déclaration hypocrite? Le monde universitaire est "ouvert" depuis longtemps à la vie active, car les étudiants salariés sont de plus en plus nombreux du fait de la politique de sélection financière et intellectuelle.

Cette ouverture n'a qu'un but: renforcer le contrôle des étudiants par la présence des flics et accélérer la main-mise du patronat sur l'Université. Malgré les calculs du pouvoir les étudiants ne sont pas prêts à accepter la banalisation. Pour la mettre en place, il ne reste qu'une solution; la provocation.

- Provocation policière, d'abord, qui vise à assimiler le mouvement étudiant à une bande de casseurs, (suite à la manifestation du 4 novembre contre Soisson, deux étudiants viennent d'être inculpés au titre de la loi anti-casseurs)

- Provocation fasciste ensuite, qui fait passer la réaction des étudiants face à des nazillons pour un règlement de comptes entre deux "groupes extrémistes". Au moins si les flics pouvaient intervenir sur le Campus l'ordre serait respecté!

D'abord les flics, ensuite les fascistes, quel hasard!

...../....







## POURQUOI UN SYNDICAT DE CONSOMMATEURS SUR ORLEANS ?

Les questions concernant la soi disante "qualité de la vie" sont encore peu populaires dans les milieux politiques progressistes.

Une nouvelle preuve en a été l'absence de réponses (à une exception près) à notre appel pour lancer un mouvement de consommateurs paru dans ANTI INTOX d'octobre p. 4.

Cela n'a pas empêché l'UNION DES CONSOMMATEURS DE L'AGGLOMERATION ORLEANAISE DE se créer au cours d'une réunion publique tenue le vendredi 14 novembre à la MJC St Marceau

L'AG constitutive a réuni plus de cent personnes (dont de nombreux lecteurs de QUE CHOISIR ?) dont 78 ont créé sur le champ l'Union Locale (nous sommes maintenant près du double). Le soir même, 30 volontaires se regroupaient pour animer le mouvement, et se répartissaient en quatre "commissions" :

- une commission d'ENQUETE, chargée de préparer des relevés comparatifs des prix de détail des biens et services courants (alimentation, vêtement, accessoires...) dans les principales moyennes et grandes surfaces de l'agglomération (de Carrefour à Euromarché).

- une commission JURIDIQUE, chargée d'élucider le difficile problème du DROIT DES CONSOMMATEURS et de défendre ceux d'entre nous qui se font marcher sur les pieds et extorquer de l'argent...

- une commission PERMANENTE dont les membres se tiendront à la disposition du public les 1er et 3ème samedi de chaque mois de 15 à 17 heures, à la MJC Carnes St Jean (1è permanence : samedi 6 décembre).

- une commission INFORMATION, chargée de mettre à la portée de tous les résultats des travaux des autres commissions, en particulier, il s'agira de publier un bulletin, qui comportera entre autres :

- des relevés de prix comparatifs : le camembert est-il moins cher chez Francis ou à Euromarché ? Cela vaut-il le coup d'aller jusqu'à Bricorama pour acheter une moquette ?

- des informations concernant les droits des consommateurs.

Exemple : savez-vous que vous pouvez exiger de votre boulanger qu'il vous vende le pain au poids, à 1,90 F le kilo (contre 3,60 F pour quatre baguettes de 250 g)

- S'agit-il là d'une action pour la qualité de la vie pour le superflu ?

Non ! Il s'agit au contraire de défendre notre pouvoir d'achat. Le travailleur est doublement exploité :

- d'une part par le capitaliste qui l'emploie et ne lui verse qu'une partie du prix de sa production, en se réservant la plus-value (le profit)/

- mais également par le commerçant qui lui revend la même marchandise en prélevant encore un bénéfice (appelé marge, cette fois-ci).

Les travailleurs produisent au moindre coût et achètent au prix fort.

En luttant sur leur lieu de travail, ils défendent leur fonction de production. En luttant au niveau des marchés, ils défendent leur fonction (et leur intérêt) de consommateur. L'une et l'autre lutte sont complémentaires : à quoi sert une augmentation de salaire, si l'inflation la reprend ?

QUI NOUS INFORME SUR LES PROFITS? LES MARGES ?

QUI NOUS RENSEIGNE SUR LA QUALITE LE SERVICE APRES VENTE LES LOYERS ET LES CHARGES LOCATIVES ?

QUI NOUS DEFEND CONTRE LES COMMERÇANTS ET LES PROPRIETAIRES ?

ORGANISONS-NOUS ! FAISONS NOMBRE !

MILITANT, REJOINS-NOUS AU SYNDICAT DES CONSOMMATEURS D'ORLEANS

UCAO, 14 allée Christine de Pisan, LA SOURCE)



Monsieur le Président de la République,

Depuis 1970, nous sommes plusieurs groupes de personnes en France, qui avons choisi d'assumer nos responsabilités civiles en employant des moyens d'action civique de "désobéissance civile" (renvois de livrets militaires, refus-distribution d'une part de l'impôt...) qui s'avèrent les mieux adaptés à la nature des problèmes posés.

A chaque fois, nous avons fait connaître publiquement nos positions, et les raisons qui nous incitaient à agir de la sorte. Nous avons pesé les conséquences de ce geste et en avons accepté les risques.

Aujourd'hui malheureusement, les options politiques de votre gouvernement ne peuvent que nous renforcer dans notre détermination, car loin de résoudre les problèmes posés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, elles ne font que les aggraver.

Nous disions, dès le début, que la paix entre les nations ne peut aucunement passer - par les méthodes de néo-colonialisme qui sont de règle dans nos rapports avec les pays sous-développés - par l'accumulation d'armes atomiques stratégiques ou tactiques (Pluton) - ou par la vente d'armes. Pas plus que la paix sociale ne peut être acquise - par des choix économiques qui acceptent le chômage, - par le mépris des minorités locales qui sont traitées à la même enseigne que les peuples du Tiers-Monde (extension de camps militaires, implantation de centrales nucléaires sans consultation ni concertation démocratiques), - par la militarisation croissante de la société.

Ces choix, que la majorité des citoyens tolèrent parce qu'ils leur sont présentés à travers une argumentation fallacieuse mettant toujours en avant la "raison d'Etat" ne font que détruire les valeurs de civilisation, de culture, et de paix que la France revendique par ailleurs.

Notre combat se retrouve dans de nombreuses luttes ouvrières et paysannes, mais tout particulièrement dans la lutte menée au Larzac par les paysans et par ceux qui sont à leur côté, pour la défense de l'outil de travail, - pour le respect et la dignité des personnes qui ne représentent pas un intérêt prépondérant dans une économie de profit, - pour la sauvegarde de l'environnement, - pour une solidarité réelle avec les peuples du Tiers-Monde, - pour l'arrêt des constructions et expérimentations d'armes, destinées en grande partie à l'exportation. Et ceci dans le cadre d'une stratégie d'action non-violente qui a déjà montré son efficacité.

Nous souhaitons, pour notre part, voir ces méthodes se développer largement dans la conduite des divers conflits sociaux et politiques actuels, et les voir acceptées par ceux-là qui, en certaines circonstances, n'ont pas trouvé d'autre moyen que l'usage de la violence pour revendiquer leurs droits légitimes.

C'est pourquoi, si nous acceptons de verser la plus grande partie de nos impôts à la collectivité nationale, nous retenons la part du budget militaire (20 %), et nous sentant responsables de l'usage des sommes à verser, nous les adressons à l'Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac, dont les projets et réalisations se situent dans le cadre d'une lutte quotidienne pour la justice. Pour nous, cela s'inscrit dans un projet politique plus vaste, préparant les voies à une société socialiste à base d'auto-gestion.

.../...



.../...

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments respectueux.

Durieux Bernard, moniteur, 30 fg St Vincent - 45000 - ORLEANS  
 Vaillant Claudine, professeur, 5 Passage des Primevères -45100 Orléans  
 Penot François, aide-soignant, CHRO, 2 rue du Lièvre d'Or - 45100 ORLEANS  
 Desbois Jean, dépanneur-chauffage, 89 rue Tudelle, 45100 Orléans  
 Thoreau Jean-Marc, animateur, 3 rue des Longues Allées, 45800 St Jean de Braye  
 Roussel Vincent, professeur agrégé, Le Chesnoy, AMILLY 45200 MONTARGIS  
 Roussel Colette, mère de famille, "" ""  
 Perret Claude, agent technique ( 45 rue de la Nivelles, AMILLY  
 Perret Marlise, mère de famille( 45200 MONTARGIS  
 Delarbre Gilbert, comptable agréé, La Charmault, CONFLANS 45700 VILLEMANDEUR  
 Roux Marie-Claire, infirmière, 1 Passage des Primevères, 45100 Orléans  
 Léonard Michel, ouvrier professionnel, 2 rue des Bouteilles 45000 Orléans  
 Léonard Danièle, éducatrice, 2 rue des Bouteilles - 45000 Orléans  
 Girault Elisabeth, orthophoniste, 3 rue Charles Péguy 45400 Fleury-les-Aubrais  
 Bertrand Carmen, éducatrice en formation, 3 résidence Beauchamp 45100 Orléans  
 Hick Simone, institutrice, La Cure, 45170 ST LYE LA FORET  
 Coulon Patrice, contrôleur, 1 rue Réginald, 45000 Orléans  
 Rivière Henri, agent hospitalier, 1 Passage des Primevères 45100 Orléans  
 Amary Jean-François, électro-mécanicien, 12 rue de Paris, 45410 ARTENAY  
 Thiercelin Gérard, ouvrier agricole, 114 rue du Petit Villiers 45000 Orléans  
 Olanier Anne-Marie, laborantine, 26 Fg Madeleine, 45000 Orléans  
 Dupont Ch. 20 rue du Dévidet, 45200 Montargis  
 Damez Olivier, ouvrier spécialisé "La Cure" 45170 St Lyé laForêt  
 Rabineau Gérard, dessinateur, 83 rue des Aydes, 45000 Orléans

\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*

# NOUVELLES DE LA CEPEN

Les patrons veulent diviser les travailleurs : les travailleurs de l'EDF sont en grève, alors ils nous renvoient chez nous, sans nous payer. Mais cette manoeuvre tourne court. Nous savons qui est responsable de notre exploitation : la classe des patrons, la bourgeoisie capitaliste. Nous savons aussi qui sont nos alliés naturels : les autres travailleurs.

Lors de la coupure de courant du 6 novembre, les deux sections syndicales nous avaient fort justement appelées à rester dans l'usine, et à exiger la paie complète pour la journée. Pour le 27, même appel relancé. Les patrons, qui ont peur de la mobilisation des travailleurs réagissent :

- fermeture le 27 (lock out)
- récupération obligatoire samedi 29 toute la journée.

C'est intolérable. Nous ne sommes pas des esclaves dont on peut disposer à volonté. NOUS NE SOMMES PAS VENUS SAMEDI ET EXIGEONS LA PAIE COMPLETE DES HEURES PERDUES.

Cellule MAURICE JENOT de la CEPEN, du PCMLF.

\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*



Les camarades d'Anti-Intox posent le problème de leur ligne politique dans leur dernier numéro. Entre les différents courants de la gauche révolutionnaire, ils ne veulent pas choisir. Nous voulons, quant à nous, engager le débat avec tous ceux qui se réclament de la classe ouvrière, sans exclusive, déjà par ce texte mais aussi publiquement, par une réunion contradictoire, si les autres courants acceptent.

#### QUEL SOCIALISME VOULONS-NOUS ?

C'est la question essentielle qui sépare les maoïstes, se réclamant de Staline, et nous.

Nous pensons que le régime stalinien n'a rien à voir avec la démocratie socialiste telle que Lénine la décrivait dans "L'Etat et la révolution".

L'Etat prolétarien doit être celui des conseils ouvriers, dont tous les membres sont élus (et révocables) sur les lieux de travail, dans les quartiers. Ces Conseils Ouvriers démocratiquement centralisés concentrent entre leurs mains tous les pouvoirs, législatif, exécutif, judiciaire, militaire, etc...

C'est à un congrès national de ces conseils (ou soviets) de décider de la politique économique, internationale, etc.. de l'Etat Ouvrier. En URSS, à l'époque de Lénine, il avait lieu tous les six mois, après un intense débat. C'est seulement ainsi que la dictature du prolétariat est celle de majorité sur la minorité (des anciens exploités).

Les partis politiques peuvent se battre dans ces conseils, pour y gagner la majorité, mais ceux-ci doivent rester indépendants de tout parti.

Nous sommes donc contre le système du parti unique (Chine, Albanie, URSS, etc...). Tous les partis qui ne mènent pas d'action armée contre les Soviétiques, qui reconnaissent leur légalité, doivent pouvoir exister, avoir accès aux mass-médias. C'est ce que proposait Lénine en septembre 1917 dans le texte : "comment assurer le succès de l'Assemblée constituante, à propos de la liberté de la presse".

Sur ces questions essentielles : parti unique, fonctionnement de l'état ouvrier, peut-on ne pas choisir ? le Portugal nous pose pourtant la question.

#### QUELLE ATTITUDE ENVERS LES PARTIS REFORMISTES ?

Nous sommes tous convaincus, même si c'est pour des raisons diverses, que PC et PS ne veulent pas la révolution, et même s'y opposent. Le problème sur lequel nous nous divisons, c'est : comment leur arracher l'influence qu'ils ont sur la classe ouvrière ?

Les maoïstes croient qu'en les dénonçant publiquement, cela suffit pour leur arracher cette influence politique.

Nous pensons qu'un tel raisonnement est idéaliste. En effet, seule l'expérience fait progresser la conscience des masses. Il faut donc faire faire aux masses l'expérience que leur direction est traître, et qu'il existe une alternative (les révolutionnaires). Si nous insultons les réformistes, nous ne faisons que ressouder les militants trompés autour de leur direction.

Si par contre nous prenons des INITIATIVES, qui correspondent aux besoins des masses, nous mobilisons alors une partie de celles-ci, puis sur la base de ce rapport de forces, nous proposons L'UNITE aux réformistes. Si ceux-ci refusent, nombre de leurs militants se poseront des questions. Si la pression est trop forte, ils peuvent accepter, et le mouvement du fait de l'unité, franchit un nouveau pas en avant, permettant aux révolutionnaires d'avancer des mots d'ordre plus avancés, mettant à nouveau les réformistes au pied du mur.

C'est notre démarche dans l'armée : nous avons pris une initiative (l'appel des 100), déclenché un mouvement de masse, obligé les réformistes à prendre position, puis avancé le mot d'ordre de "syndicat de soldats lié à la CGT et à la CFDT". .../...



Vous recevrez ainsi AI gratuitement. Ensuite, quand vous désirerez l'aider, vous enverrez des sous !  
Pour ceux qui le reçoivent par le courrier, participation aux frais : 10 Frs.



Le mois dernier, les Nations Unies ont adopté plusieurs résolutions qui réclament la participation de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) à toutes les conférences internationales et qui assimilent le sionisme au racisme. Immédiatement, les bourgeoisies impérialistes se sont déchaînées. Cette résolution a été qualifiée de résolution de haine à l'égard des juifs, de résolution raciste, de résolution irresponsable, qui serait la preuve de la faillite de l'ONU depuis qu'y siègent et votent nombre d'Etats nouvellement indépendants du Tiers-Monde.

La République du Centre se devait, fidèle à sa tradition progressiste et objective, de reprendre ces thèmes à son compte. Elle l'a fait, et a ajoutésereinement que l'ONU qui avait représenté un espoir de paix venait de sombrer dans le domaine sordide des passions !

Effectivement, l'ONU change. C'est le reflet de la montée des luttes du Tiers-Monde contre l'exploitation impérialiste. Aujourd'hui l'ONU ne condamne plus, par exemple, le peuple coréen en lutte contre le fascisme, et la domination américaine, au contraire, elle condamne le pillage et l'agression des peuples et pays du Tiers-Monde, organisés par les pays impérialistes. Aujourd'hui, la Chine, l'Algérie, la Tanzanie, etc... ont conquis leur droit à la parole, et l'URSS, les USA, et les autres pays capitalistes doivent compter avec eux. Et cela en fait enrager plus d'un.

Le sgribouillard de la Rép. du centre estime - et n'est-ce pas là propos à la fois raciste et impérialiste - que les petits pays et pays du Tiers-Monde n'ont pas droit à la parole. Il estime qu'ils ne peuvent avoir un point de vue juste sur la marche des affaires du Tiers-Monde. Autrement dit, le Tiers-Monde comme les travailleurs ont toujours tort, ils n'y connaissent rien, les bourgeoisies impérialistes, elles, ont toujours raison, elles connaissent bien leurs intérêts ! jolie logique.

Mais venons-en au sionisme. Cette doctrine élaborée au XIX<sup>e</sup> siècle dans une Europe en pleine expansion coloniale, a permis l'incroyable : justifier aux yeux des milliers de personnes persécutées pour leur naissance juive une monstruosité : la création d'un Etat religieux juif bâti sur la persécution, l'expropriation, les pogroms et l'oppression d'un peuple paisible.

Aussi la propagande déclenchée dans les pays occidentaux à l'occasion du vote de l'ONU est-elle grossière : c'est l'état d'Israel lui-même qui se définit comme un état juif, un état confessionnel où un non-juif n'a aucun droit. Est-ce que dénoncer cette discrimination de type raciste c'est être antisémite ? Ceux qui veulent le faire croire cherchent de façon odieuse à utiliser l'horreur qu'inspire en Europe le souvenir des crimes antisémites. Mais voilà pas plus qu'hier être antinazi ce n'était être anti-allemand, pas plus aujourd'hui être antisioniste ce n'est être antijuif. Et c'est bien pourquoi il y a d'innombrables juifs antisionistes dans le monde, en Israel, et dans la Résistance palestinienne, à laquelle certains ont déjà donné leur vie.

Laissons maintenant la parole au représentant de l'OLP en France.

"On nous accuse d'antisémitisme, on nous accuse d'hypocrisie, on nous accuse de vouloir répéter encore une fois les massacres commis jadis ici en Europe. Mais jamais les peuples arabes, jamais le peuple palestinien n'ont commis de tels massacres et ceux qui s'indignent aujourd'hui doivent se rappeler que ces massacres ont eu lieu en Europe, et pas dans le monde arabe; quand les juifs persécutés en Europe sont venus dans les pays arabes, ils ont été accueillis à bras ouverts. (...) La communauté internationale est de plus en plus consciente des crimes commis par les sionistes en Palestine occupée. Depuis le début de ce siècle, les sionistes ont dit : la Palestine c'est une terre sans peuple, pour un peuple sans terre. Y a-t-il un racisme plus aveuglé que celui que nie complètement l'existence d'un peuple tout entier ? (...). Après 1948, les sionistes ont recouru à la politique des châtiments collectifs des expulsions, du dynamitage des maisons. Les palestiniens vivant en Palestine occupée n'ont jamais eu le droit de s'organiser d'une façon indépendante ; pas une seule organisation syndicale, politique, cultu-



relle, économique pour notre peuple à l'intérieur. C'est cela le sionisme (...). En Palestine, il y a trois catégories de citoyens. Les juifs européens qui détiennent le savoir, le pouvoir, l'armée, l'administration (...). Il y a une deuxième catégorie de citoyens : les juifs orientaux (...). Ces arabes juifs sont des citoyens de 2° ordre. Et en 3° ordre vient notre peuple en territoire occupé. L'état sioniste maintient des relations très étroites avec des régimes comme l'Afrique du Sud. Ygall Allon en est originaire, il a amené avec lui toute l'expérience du racisme et il l'applique aujourd'hui contre le peuple palestinien, et contre les juifs orientaux." (\*\*)

A propos de la situation des juifs orientaux une représentation de la communauté juive libanaise déclarait récemment : "les communautés arabo-juives, qui forment aujourd'hui 63 % de la population juive en Palestine, sont réprimées dans leur langue, et leur style de vie, dans leurs mœurs et leur mentalité.. (...) Au niveau économique, ces juifs orientaux sont pratiquement dans la misère : d'après des estimations officielles faites en 1970, 70 % d'entre eux vivent dans des logements insalubres, 80 % des jeunes sont au chômage, dont 70 % de délinquants ! Les prisons en sont pleines à 96 %. On dit : "En Israël, les universités sont pleines d'occidentaux et les prisons d'orientaux(...)" Elle ajoutait à propos de l'OLP : "L'OLP lutte pour la libération du peuple palestinien du joug sioniste et impérialiste. Elle lutte pour le droit de retour des Palestiniens en Palestine, et défend en principe et en pratique le droit de retour à leur pays d'origine pour tous les juifs qui ont été, soit chassés de leur patrie par la force, soit obligés de la quitter dans des circonstances ambiguës qui ne leur laissèrent que peu de choix. Plusieurs pays arabes ont répondu positivement et officiellement à l'appel lancé dans ce sens par la résistance palestinienne : le Yémen, le Soudan, l'Irak, la Libye, etc... Plusieurs familles arabes juives y sont déjà revenues."

"La stratégie de l'OLP est la création d'un Etat démocratique sur toute la Patrie Palestinienne, et considère les arabes juifs ainsi que tous les juifs qui se détacheront du sionisme inéluctablement, comme une des composantes essentielles de la Palestine qui se construira ensemble et dans la lutte."

Voilà. Ce que nous avions à dire était peut être long, mais la manipulation des esprits sur la question de la Palestine est trop systématique et dure depuis trop longtemps, pour qu'on la démontre en une seule phrase.

-----

\*\* Les juifs orientaux se composent de palestiniens de religion juive et surtout des nombreux arabes de religion juive que les sionistes et les réactionnaires ont contraints, dans les faits, à venir de regrouper en Palestine depuis 49.

Des amis de la Palestine.

-----

Le Président de la Ligue Israélienne des Droits de l'Homme a écrit un livre : LE RACISME DE L'ETAT D'ISRAEL. Auteur : Israel Shahak - Editeur Gui Authiers. Mais sans doute est-ce un antisémite ?

Dans la collection "Bordas-Poche" on trouve un ouvrage étonnant de Thierry Desjardins : "L'AMITIE JUDEO-ARABE" - dans Bordas-connaissance-information" n° 68- Edmond Bergeaud "LES PALESTINIENS".

Les Editions Sociales ont publié, à un an d'intervalle, deux livres importants sur la question :

1°- de Jacques Berques, Jacques Couland, Louis-Jean Duclos, Jacqueline Hadamard et Maxime Rodinson : LES PALESTINIENS ET LA CRISE ISRAELO-ARABE.

2°- le dernier en date, de Felicia Langer : AVOCATE ISRAELIENNE, JE TEMOIGNE. Dans cet ouvrage, on décrit en détail les méthodes para-judiciaires de la "démocratie" israélienne. On y apprend par exemple qu'on emprisonne et torture non seulement des terroristes, mais des arabes qui sont simplement communistes, voire même des non-violents. Et oui ! des arabes non-violents, disciples de Gandhi ça existe, ET MEME CELA, ISTAEL NE LE TOLERE PAS.\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*



Nous étions quelques-unes des femmes d'Orléans à ne pas pouvoir supporter l'idée qu'il y ait encore en 1975 une élection de Miss.

C'était le 3 novembre que les bourgeois-notables de la ville d'Orléans avaient organisé au parc des expositions l'exhibition de quelques jeunes femmes. Le jeu consiste à faire admettre aux femmes qu'elles sont des rivales, que n'ayan-t pas de tête, rien à l'intérieur - que le vide qui les soutient - elles doivent miser sur l'apparence.

Les hommes offrent des récompenses-mirage à celle qui s'approchera le plus de l'idée qu'ils se font d'elle - donc pas d'idée de femme ; c'est sur le corps des femmes que se projettent les fantasmes, les idées des mecs ; le corps des femmes doit s'ajuster à cette image.

L'enjeu de l'élection : la plus belle ; la plus conforme sera donc la plus dépendante, la plus soumise, et la plus récompensée, et cette femme sans tête méritera la protection éternelle de son propriétaire. Elle sera enfermée dans la douce prison qu'est la maison de son maître. A part cela, elle n'ayra rien à y faire ; il n'est pas un tyran : elle est destinée à indiquer aux amis de ce dernier sa réussite sociale. Elle est son faire-valoir. Il doit montrer qu'il peut acheter la plus belle femme. C'est pourquoi, plus il y aura de bourgeois reconnus comme puissants qui participent à cette mise en compétition des femmes, plus l'heureux propriétaire de la plus belle se trouvera valorisé auprès de ses compères.

C'est pour dénoncer l'utilisation de la femme comme marchandise par les hommes que nous sommes sorties dans les rues d'Orléans samedi après-midi. Nous nous sommes déguisées (parce que nous nous sentons étrangères à cela) selon les différents clichés dans lesquels les hommes sont enferment - clic- dans leur petite boîte : en putain, en femme-cadeau, en femme dite libérée par Moulineux, en mère, en vierge, en femme sandwich consommable, en ménagère, en mariée (appartenant à) en sorcière.

Chacune tenant ce rôle, et dénonçant, inscrit sur un panneau près de son corps, en quoi dans ce rôle, elle était mutilée, aliénée, à l'idée et l'usage que les hommes se font et font d'elle. Nous distribuions en même temps le tract ci-dessous, dénonçant cette :

----- ELECTION DE MISS-ORLEANS MYS... TIFICATION  
NON AU MARCHE AUX BESTIAUX D'ORLEANS -----  
FEMMES

L'élection d'une MISS tend à nous faire croire que les femmes sont des reines, des déesses, des fées, ALORS QU'ELLE RENVOIE LES FEMMES A LEUR RÔLE DE FEMME OBJET :

- + qu'on montre, qu'on exhibe comme par hasard dans le parc des expositions
- = qu'on jauge, juge, évalue, selon des "canons" de beauté imposés par les hommes, pour les hommes, et auxquels les femmes devront se soumettre.

PERPETUE LA COMP2TITION - CONCURRENCE - RIVALITE ENTRE LES FEMMES

- + les divise pour mieux les opprimer individuellement
- = fait des femmes des "soeurs ennemies".

NOUS SOMMES TOUTES CONCERNEES

Parce que cette exhibition n'est que la caricature de ce que nous visons et subissons quotidiennement (utilisation de notre corps pour inditer à la consommation : voir la publicité pour les bas DIM ; la

.../...



femme au même titre que la voiture, est le faire-valoir du mâle ...).

DENONCER AUJOURD'HUI L'ELECTION DE MISS ORLEANS,

- c'est révéler toutes les formes d'oppression QUOTIDIENNE de la femme, en se servant d'un exemple spectaculaire.

NON AU MAQUIGNONAGE DE LA FEMME

NON AUX BREVETS DE FEMINITE

OUI A L'IDENTITE QUE NOUS RECHERCHONS.

LUTTONS ENTRE FEMMES POUR RETROUVER NOTRE IDENTITE EN DEHORS DE LEUR DEFINITION.

Des Femmes d'Orléans.

L'intervention dans la ville visait à rendre plus clair aux femmes d'Orléans le but de l'élection-exposition. Les hommes pourraient s'interroger sur la caution qu'ils donnent à de telles opérations.

Pendant le spectacle, le soir, nous sommes propulsées jusqu'au parc des expositions, pour distribuer nos papiers, afin que des questions troublent le joyeux ronron de la fête, et qu'un autre discours circule sur cette dégueulasse foire aux femmes.

Après qu'un papier soit tenu par les mains d'un maquereau-organisateur, sans doute, les flics sont tombés sur nous à bras raccourcis, avec déploiement de forces au-delà des besoins : nous n'étions que 4 à ce moment là. Grosse intimidation, confiscation de tous les papiers, relevé d'identité, etc...

Face à notre protestation devant le viol d'une liberté fondamentale, celle de pouvoir librement faire connaître ses idées, ils nous répondaient "qu'ils seraient gentils, qu'on pouvait s'estimer heureuses de ne pas se faire embarquer au commissariat".

C'est interdit - dit et redit !

Une d'entre nous est allée prendre connaissance de la loi à la mairie, le lundi matin à Orléans.

Oyez, braves gens :

Il existe une "règlementation générale de la circulation et  $\frac{1}{2}$  du stationnement" du 29 février 72, qui prévoit en son article 24 :

... il est interdit sur toutes les voies publiques de la ville (d'Orléans ?) de distribuer et jeter des tracts, prospectus et imprimés de quelque nature qu'ils soient...

Comment cette réglementation, restreignant de manière aussi générale la liberté d'information, ne s'oppose-t-elle pas aux grands principes de libertés publiques ? Mustères ? !

Cet instrument est utilisé sûrement avec discernement ! Nous prenons acte, nous des femmes d'Orléans, que leurs lois répressives ont fonctionné contre nous, et nous ont une fois de plus fait violence - jusqu'à quand ?

Par ailleurs nous avons envoyé un communiqué à la République du Centre, mais en vain. La censure, une fois de plus, a joué son rôle. Jusqu'à quand vont-ils nous empêcher de parler ? La parole des femmes est-elle si dangereuse pour eux, pour cette société toute entière qui repose sur la négation des femmes ?

DES FEMMES D'ORLEANS.

\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*..\*